

L'ajournement

Nous avons aussi un programme de subventions pour faciliter la mise en œuvre de projets spéciaux entrepris par les jeunes ou pour les jeunes à travers des groupes et des organismes bénévoles. J'ai d'ailleurs à ce sujet-là, monsieur le Président, annoncé cette semaine 22 subventions pour un total de \$429,000.

Nous avons aussi le programme Paix et développement qui a pour but d'accorder une aide financière à des activités propres à sensibiliser les jeunes Canadiens et Canadiennes à la réalité internationale. Il y a aussi, bien sûr, un programme d'information et de communication pour attirer l'attention de la population sur la situation des jeunes et favoriser une prise de conscience de la contribution de ceux-ci à la société.

Finalement, cinq forums nationaux se tiendront dans les diverses régions du pays. Ils permettront aux jeunes et à leurs partenaires sociaux d'échanger en vue d'élaborer ensemble des stratégies aptes à faciliter la compréhension de la situation des jeunes. Les conclusions de ces forums aboutiront au développement de politiques à long terme touchant la jeunesse canadienne.

Je mettrai aussi sur pied un comité consultatif de l'Année internationale. Il sera formé de jeunes provenant de toutes les régions du Canada.

Le budget total dont je dispose pour accomplir mon mandat s'élève à un peu plus de 28 millions de dollars répartis entre les exercices financiers de 1984-1985 et 1985-1986.

Monsieur le Président, la députée de Mount Royal (M^{me} Finestone) nous parlait beaucoup de problèmes d'emploi. Elle prétendait que le gouvernement a manqué à sa promesse de créer de l'emploi pour les jeunes.

Les changements récemment annoncés auront pour effet de réorienter profondément les politiques et les programmes du gouvernement. Notre nouvelle administration tient à encourager l'autonomie à l'égard du gouvernement par opposition à la dépendance à l'égard du gouvernement.

L'honorable députée a laissé entendre que le nouveau programme Option formation jeunesse a pour effet de réduire du tiers le budget de ce programme pour la jeunesse. Cela n'est pas la situation. Le programme de formation annoncé par le gouvernement précédent est intervenu au milieu d'une campagne électorale sans que des consultations aient eu lieu avec les provinces ou le secteur privé. Le programme avait pris une ampleur démesurée...

Le président suppléant (M. Charest): Je regrette de vous interrompre, madame la ministre, mais votre temps de parole est écoulé. Je donne la parole maintenant à l'honorable député de Gander-Twillingate (M. Baker).

• (1825)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT—LE SERVICE CANADIEN DE LA FAUNE—ON DEMANDE UN RÉEXAMEN DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES. B) LES POSTES SUPPRIMÉS—ON DEMANDE À LA MINISTRE DE DÉPOSER LES EXPOSÉS DE FONCTIONS

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, je tiens à féliciter la ministre d'État chargée de la Jeunesse (M^{me} Champagne) et la ministre de l'Environnement

(M^{me} Blais-Grenier) d'être venues à la Chambre pour répondre aux questions, car les ministres ont l'habitude de laisser ce soin à leurs secrétaires parlementaires. Je tenais à signaler et à publier la chose. Je trouve que ces deux ministres abattent de la bonne besogne dans leur domaine respectif, compte tenu des coupes sombres que le ministre des Finances (M. Wilson) et le gouvernement leur ont imposées. Comme la ministre d'État chargée de la Jeunesse l'a dit à maintes reprises, chacun doit se faire à l'idée de ces coupes. S'il n'y avait pas ces coupes, il y aurait d'autres problèmes.

La ministre sait pourquoi je prends la parole aujourd'hui parce que nous sommes revenus sur le sujet bien des fois. Je lui ai posé des questions à la Chambre et, encore aujourd'hui, je l'ai interrogée au comité. Je suis peut-être un peu trop méchant quand je parle de la ministre. Je tiens à lui garantir que c'est parce que je songe aux compressions budgétaires qui lui ont été imposées par le ministre des Finances et le gouvernement du Canada. Je sais qu'en défendant ces compressions budgétaires, elle doit parfois me répondre elle aussi un peu méchamment.

Je tiens cependant à lui dire que, mises à part les autres réductions des dépenses, le vrai problème touche la politique qu'elle a annoncée elle-même et que le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) a annoncée dans le livre bleu où il disait que les programmes de recherche relatifs aux oiseaux migrants et aux espèces menacées ne seraient pas touchés.

Comme je l'ai dit au comité cet après-midi, la ministre sait que les canards sont des oiseaux migrants. Les expériences menées dans les Prairies par un groupe de cinq chercheurs l'été dernier ont montré qu'un insecticide avait causé la mort de canetons dans cette région. L'équipe de recherche s'est rendue là-bas dans un but très important, celui d'étudier les effets de l'insecticide sur les oiseaux et de recommander peut-être au ministère de l'Agriculture de réduire la taille des gouttelettes afin de régler le problème. Le groupe de recherche n'a pas demandé qu'on mette fin à la vaporisation de l'insecticide contre les sauterelles. Il voulait plutôt qu'on la contrôle pour empêcher qu'on ne tue aussi les canards. Les canards sont des oiseaux migrants. Il faudrait aussi parler des oiseaux de rivage vivant dans le delta du Fraser. Les compressions budgétaires ont touché bien des projets liés aux espèces en voie d'extinction. J'en ai signalé un en particulier à Terre-Neuve à la ministre ce matin et je lui ai parlé du faucon pèlerin pour lequel son ministère s'était beaucoup engagé.

Je m'élève surtout contre le fait qu'on n'a pas rempli les promesses du président du Conseil du Trésor, lorsqu'il a annoncé les compressions. Voilà deux espèces que le ministère est censé protéger, mais qu'il abandonne, comme je l'ai souligné à la ministre aujourd'hui, au comité. Le plus grave, la ministre le sait pertinemment, c'est que les programmes gouvernementaux, surtout ceux des provinces qui ont agi sur les conseils du gouvernement fédéral, ont causé la perte de certains oiseaux. Ceux-ci sont morts parce qu'on avait recommandé de répandre des produits chimiques sur de vastes étendues de terres. Nous sommes en train de détruire les oiseaux qui nous débarrassent justement des insectes contre lesquels nous luttons.